



Department of Finance
Canada

Ministère des Finances
Canada

Recherche prébudgétaire auprès de groupes de discussion – hiver 2024

Résumé

Préparé à l'intention du ministère des Finances Canada

Fournisseur : Environics Research

Numéro du contrat : CW2328764

Valeur du contrat : 129 893,50 \$ (TVH incluse)

Date d'attribution du contrat : 5 septembre 2023

Date de livraison : 23 février 2024

Numéro d'enregistrement : POR 036-23

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, veuillez communiquer avec le ministère des Finances Canada à l'adresse suivante : por-rop@fin.gc.ca

This executive summary is also available in English.

Canada

Recherche prébudgétaire auprès de groupes de discussion – hiver 2024 – Résumé

Préparé à l'intention du ministère des Finances Canada par Environics Research

Février 2024

Permission de reproduire

La présente publication peut être reproduite à des fins non commerciales seulement. Une autorisation écrite préalable doit être obtenue de la part du ministère des Finances Canada. Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, veuillez communiquer avec le ministère des Finances Canada à l'adresse suivante : por-rop@fin.gc.ca

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par la ministre des Finances Canada (2024).

Numéro de catalogue : F2-298/2024F-PDF
ISBN 978-0-660-70753-2

This publication is also available in English under the title *Pre-Budget Focus Group Research – Winter 2024 – Executive Summary*

Numéro de catalogue : F2-298/2024E-PDF
ISBN 978-0-660-70752-5

Résumé

Contexte et objectifs

Le ministère des Finances Canada a retenu les services d'Environics Research afin de mener, à la fin de janvier 2024, une recherche qualitative auprès de la population canadienne en prévision du budget fédéral de 2024. La recherche avait pour objectif d'évaluer les perceptions et préoccupations des Canadiennes et des Canadiens en ce qui a trait à l'état actuel de l'économie du pays et aux enjeux connexes, comme les taux d'intérêt et le logement, à leurs attentes quant au rôle du gouvernement du Canada dans l'économie, aux problèmes financiers auxquels ils font face à l'heure actuelle et à leurs priorités pour le budget de 2024.

Méthodologie

Environics Research a mené, du 24 au 30 janvier 2024, une série de 10 séances virtuelles de discussion en groupe. Au total, 74 personnes ont pris part à ces séances portant sur l'économie canadienne, ce qui leur a donné l'occasion de donner leur avis sur des enjeux tels que le coût de la vie, les taux d'intérêt, la classe moyenne, les pensions, le logement et le budget fédéral à venir. Les discussions se sont déroulées sur la plateforme Zoom. Deux séances ont été organisées dans chacune de ces cinq régions : l'Ontario, les provinces de l'Atlantique, le Québec, les Prairies et la Colombie-Britannique. Les groupes ont été divisés en fonction de l'âge (les 18 à 34 ans, les 34 à 55 ans et les 55 ans et plus) ou de la situation de logement (soit les candidates et candidats à l'accession à la propriété et les propriétaires devant renouveler leur prêt hypothécaire). Les deux séances du Québec ont été menées en français, et les huit autres, en anglais.

Les 74 participantes et participants étaient tous âgés de 18 ans et plus. Leurs groupes d'âge et leurs niveaux de scolarité étaient différents, tout comme le milieu socioculturel d'où ils viennent. Les séances de discussion, de 90 minutes environ, regroupaient de six à huit personnes (sur les huit recrutées pour chacun des groupes), qui ont chacune reçu une somme de 100 \$.

Limites : La recherche qualitative jette un regard sur la diversité des opinions au sein d'une population, plutôt que sur leur pondération, ce que mesurerait une recherche quantitative. Les résultats d'une recherche de ce type doivent être considérés comme des indications, mais ils ne peuvent pas être extrapolés à l'ensemble de la population.

Valeur du contrat

La valeur de ce contrat s'élève à 129 893,50 \$ (TVH incluse). Ce coût comprend une série subséquente de séances de discussion en groupe menées après le budget, dont les conclusions font l'objet d'un rapport distinct.

Utilisation des constatations de la recherche. Grâce à son évaluation et à son analyse de l'opinion des Canadiennes et des Canadiens, le gouvernement du Canada est en mesure de mieux comprendre d'enjeux politiques importants liés au mandat du ministère et de ses services connexes. L'information obtenue par l'intermédiaire de cette recherche sur l'opinion publique sera communiquée au ministère des Finances Canada. Elle aidera le ministère dans l'établissement des priorités, l'élaboration de politiques et la planification de programmes et de services.

Principales conclusions

A. Perceptions de l'économie canadienne

La plupart des participantes et des participants étaient d'avis que l'économie canadienne se porte mal et ont utilisé, pour la décrire, des mots tels que « inabordable », « en déclin », « coûteuse », « éprouvante », « tendue », « terrible », « instable » et « imprévisible ». Quelques personnes avaient une vision plus neutre de l'économie, choisissant des mots comme « reprise », « stabilité », « transition » et « redressement ».

L'économie dans son ensemble a été jugée de façon défavorable en grande partie en raison de la perception de la hausse du prix des aliments, du logement et de l'essence. D'autres facteurs comme les services publics, le prix du carburant dans les provinces de l'Atlantique, les assurances et les paiements hypothécaires ont aussi été relevés. Certaines personnes ont mentionné avoir entendu parler de licenciements.

Certaines participantes et certains participants, en particulier dans les provinces des Prairies et de l'Atlantique, ont fait état de hausses de la criminalité et de l'itinérance dans leur région, qu'ils perçoivent comme un signe de la détresse de la population aux prises avec des difficultés économiques.

On a souvent relevé que les salaires n'ont pas augmenté au même rythme que l'inflation et que l'écart se creuse entre les riches, qui ont continué de s'enrichir au cours des dernières années, et le reste de la population.

La plupart des gens ont dit douter de l'amélioration de l'économie en 2024 et s'attendent à ce que l'inflation continue de s'accélérer. Certaines personnes ont bon espoir que les taux d'intérêt diminuent au cours des prochains mois. Pour avoir l'impression que l'économie s'améliore, la majorité des gens aurait besoin de constater une réduction des taux d'intérêt et de certains prix de produits de consommation.

B. L'inflation et le coût de la vie

Dans toutes les régions, la plupart des participantes et des participants comprennent que l'inflation actuelle repose sur plusieurs facteurs et qu'il s'agit d'un problème mondial. On en attribuait le plus souvent la cause fondamentale aux perturbations et aux problèmes des chaînes d'approvisionnement persistant depuis la pandémie, à la hausse abusive des prix et à la cupidité des entreprises, de même qu'à la guerre en Ukraine et au Moyen-Orient.

La grande majorité des participantes et des participants ont admis être directement touchés par la hausse du coût de la vie. Les coûts de l'épicerie et du logement ont été cités comme étant de plus en plus difficiles à assumer par la plupart d'entre eux. Tout le monde a donné des exemples de changements dans la quantité (« réduflation ») et dans la qualité (« déqualiflation ») des produits alimentaires achetés. Le prix du chauffage au mazout a aussi été mentionné dans les provinces de l'Atlantique.

En général, les gens n'avaient pas l'impression que le gouvernement fédéral était responsable de la hausse des prix. Quelques personnes, en particulier dans les Prairies, ont attribué l'inflation à l'incidence de la taxe sur le carbone et à « l'impression d'argent par le gouvernement ».

La plupart des participantes et des participants ont admis que le gouvernement fédéral ne pouvait pas faire grand-chose pour réduire l'inflation; la réglementation du prix des produits essentiels, le contrôle des loyers, la lutte contre les hausses abusives de prix et la mise en œuvre d'un revenu de base universel pourraient toutefois contribuer à en atténuer les conséquences. Certaines personnes ont reproché au gouvernement fédéral son

inaction, tandis que d'autres étaient d'avis qu'une réduction des taxes et impôts, en particulier de la taxe sur le carbone, pourrait aussi aider.

C. Les taux d'intérêt

La plupart des gens savaient que la Banque du Canada est responsable de l'établissement des taux d'intérêt. Toutefois, certaines personnes, en particulier au Québec, supposaient que le gouvernement du Canada avait aussi son mot à dire en coulisse.

On a pu observer un scepticisme généralisé quant à l'idée voulant qu'une hausse des taux se traduirait par une réduction de l'inflation, ou qu'à l'inverse, une réduction des taux entraînerait une hausse des prix. On comprenait très mal comment le fait d'augmenter le prix de nombreux produits et services en haussant les taux d'intérêt finirait à long terme par entraîner une baisse des prix.

La plupart des gens ont affirmé que l'inflation et la hausse des prix mettaient davantage de pression sur les finances de leur ménage que l'augmentation des taux d'intérêt.

Les taux d'intérêt élevés préoccupaient surtout les candidates et les candidats à l'accession à la propriété, nombre d'entre eux reportant leur projet d'acheter une maison, de même que les propriétaires devant renouveler leur prêt hypothécaire en 2024 ou en 2025 et qui se trouvent au début de leur période d'amortissement, et qui doivent donc payer un montant important en intérêts. La hausse des taux touchait aussi certaines participantes et certains participants qui avaient d'autres dettes personnelles, comme des prêts étudiants ou automobiles.

Bon nombre de gens disent espérer que les taux d'intérêt ont atteint leur sommet et qu'ils commenceront à baisser en 2024 ou en 2025. En revanche, on a observé une attitude plus pessimiste quant à l'inflation, car de nombreuses personnes s'attendent à ce que les prix continuent d'augmenter, du moins dans une certaine mesure. Certaines participantes et certains participants avaient bon espoir que les prix se stabilisent et qu'ils cessent d'augmenter à ce rythme, mais on était conscient qu'ils ne reviendraient sans doute jamais aux niveaux d'avant.

D. Soutien à la classe moyenne

La majorité des participantes et des participants ont dit qu'ils appartiennent à divers niveaux de la « classe moyenne », mais ils définissaient celle-ci différemment, reconnaissant qu'il y avait un fort écart entre les seuils inférieur et supérieur. Pour certaines personnes, il s'agissait simplement d'être capable de subvenir à ses besoins fondamentaux, comme se loger, se nourrir et payer les factures, sans avoir besoin de recourir à une banque alimentaire. Pour d'autres, il faut avoir suffisamment d'argent pour pouvoir épargner en vue de s'offrir des voyages ou d'autres luxes pour faire partie de la classe moyenne. L'idée qu'il fallait être propriétaire pour appartenir à la classe moyenne au Canada a été en grande partie rejetée.

Les gens étaient peu au courant des mesures instaurées par le gouvernement fédéral pour aider la classe moyenne. Quelques personnes ont donné en exemple le paiement de l'incitatif à agir pour le climat et les services de garde à 10 \$ par jour. Les participantes et les participants ne savaient pas non plus ce que le gouvernement pourrait faire pour soutenir la classe moyenne, outre réduire les impôts.

E. Préoccupations liées aux pensions et à l'épargne-retraite

De nombreuses personnes se sont dites inquiètes de ne pas avoir suffisamment d'argent pour leur retraite. Chez les participantes et les participants plus âgés, cette inquiétude était plus immédiate, et certaines personnes ont admis devoir continuer de travailler, malgré leur envie de prendre leur retraite. On a relevé qu'une personne qui ne détient pas de régime de retraite, outre le Régime de pensions du Canada, pourrait avoir beaucoup de difficulté à prendre sa retraite.

Quelques participantes et participants plus jeunes se sont dits inquiets lorsqu'on leur a demandé s'ils seraient un jour capables d'épargner suffisamment pour prendre leur retraite. Cependant, ils étaient souvent trop préoccupés par leurs difficultés immédiates à joindre les deux bouts pour se permettre d'y penser.

Certaines personnes ont aussi indiqué qu'elles devaient aider financièrement des parents âgés qui n'avaient pas épargné suffisamment pour leur retraite, ce qui venait alourdir leur propre fardeau.

Dans la mesure où ils souhaitaient que le gouvernement agisse pour aider les gens à épargner en vue de leur retraite, les participantes et les participants ont mentionné l'augmentation des prestations au titre du Régime de pensions du Canada ou la hausse du plafond des cotisations aux régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER). Certaines personnes ont aussi proposé de réduire les impôts ou de s'attaquer au coût de la vie en général, pour permettre à la population d'être davantage en mesure d'économiser.

F. Préoccupations relatives au logement

Le logement abordable était une importante source d'inquiétude, en particulier en Ontario et en Colombie-Britannique, où le prix du logement est très élevé depuis de nombreuses années, mais aussi dans les provinces de l'Atlantique. Cet enjeu était moins préoccupant dans les Prairies et au Québec.

Bon nombre de participantes et de participants de 55 ans et plus qui étaient propriétaires se sont dits préoccupés à l'idée que la nouvelle génération ne puisse accéder à la propriété. Leurs propres inquiétudes étaient plutôt axées sur leur capacité à se permettre des réparations ou encore sur la recherche d'un logement plus petit.

Les préoccupations précises qui ont été relevées en matière de logement concernaient la capacité à payer son loyer, le prix exorbitant des logements rendant hors de portée l'accès à une première propriété et les répercussions de la hausse des taux d'intérêt sur les paiements hypothécaires après un renouvellement de prêt. Chez les participantes et les participants plus jeunes, ils étaient nombreux à se dire pessimistes pour ce qui est d'arriver à s'acheter une maison, certains disant même craindre de devoir vivre chez leurs parents indéfiniment.

La plupart des gens ne connaissaient aucune des mesures mises en place par le gouvernement fédéral pour rendre le logement abordable. Certaines personnes avaient entendu parler du compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété (CELIAPP), mais plusieurs ont fait remarquer que bon nombre de Canadiennes et de Canadiens ne sont pas en mesure d'épargner à l'heure actuelle, et que le plafond de 40 000 \$ est insuffisant pour une mise de fonds. On avait aussi entendu parler des négociations sur le Fonds pour accélérer la construction de logements et de l'interdiction d'achat d'immeubles résidentiels par des non-Canadiens.

Quelques personnes avaient également entendu parler des nouvelles limites sur le nombre d'étudiantes étrangères et d'étudiants étrangers, et avaient bon espoir que cette mesure permettrait de réduire les pressions

exercées sur le marché du logement. Au Québec, surtout, on a mentionné spontanément le rôle de l'immigration dans la pénurie de logements.

Lorsque des mesures ont été présentées, l'idée de sévir contre la location illégale à court terme, comme Airbnb, a principalement trouvé écho dans les régions faisant face à un tel problème (soit Toronto, Montréal et Vancouver), mais a semblé mal comprise dans d'autres régions où cet enjeu est moins problématique. L'idée d'interdire l'achat d'immeubles résidentiels par des non-Canadiennes et des non-Canadiens était très populaire.

Ces mesures dans leur ensemble étaient considérées comme de bons efforts initiaux, mais certaines participantes et certains participants avaient l'impression qu'elles ne leur bénéficieraient pas directement ou doutaient de l'effet escompté à court et à moyen terme. Peu de gens ont suggéré d'autres mesures que le gouvernement fédéral pourrait prendre pour rendre le logement abordable et accessible.

G. Priorités budgétaires souhaitées

Les priorités budgétaires que souhaitaient les participantes et les participants étaient surtout axées sur le coût de la vie, le logement, les soins de santé et l'éducation. Parmi les mesures qui ont été nommées figuraient diverses mesures précises visant à améliorer la situation économique du Canada, comme la réglementation du prix des aliments, la mise en œuvre d'un revenu universel de base, le maintien des prêts sans intérêt aux étudiantes et aux étudiants par le gouvernement fédéral, le contrôle des loyers, la réglementation des hausses de prix abusives, la réduction des taxes et impôts, y compris de la taxe sur le carbone, la baisse des taux d'intérêt, la réduction des dépenses en aide à l'étranger, l'ouverture de refuges pour personnes en situation d'itinérance, les investissements en santé mentale et la priorisation de projets de logement abordable de plus petite envergure.

Les soins de santé ont été relevés spontanément par certaines personnes au Québec, tandis qu'en Colombie-Britannique, on a mentionné précisément qu'il faut accorder la priorité à la santé mentale.

Les enjeux environnementaux et les changements climatiques n'ont que rarement, voire jamais, été mentionnés spontanément comme étant des priorités. De nombreuses personnes ont aussi rejeté l'idée de privilégier les « infrastructures vertes », affirmant que l'environnement devenait moins prioritaire lorsque la population peine à joindre les deux bouts. Certaines initiatives précises, comme l'investissement dans le transport en commun, étaient plus populaires lorsque présentées seules, plutôt que dans le cadre d'une « infrastructure verte ».

Lorsqu'on leur a présenté d'éventuelles mesures budgétaires précises, les participantes et les participants se sont montrés très enthousiastes à l'idée de veiller à ce que les membres du 1 % de la population le plus riche et les sociétés les plus fortunées paient leur juste part. Ils étaient aussi tous favorables à l'offre de formations et de cours de perfectionnement pour permettre à toutes les Canadiennes et à tous les Canadiens de profiter de nouvelles perspectives d'emploi ainsi que de nouveaux programmes visant à aider la jeune génération à trouver de bons emplois en leur donnant accès à des études postsecondaires plus abordables.

Énoncé de neutralité politique et coordonnées

Par la présente, je certifie, en tant que cadre supérieur d'Environics, que les produits livrables sont entièrement conformes aux exigences du gouvernement du Canada en matière de neutralité politique, comme elles sont définies dans la Politique sur les communications et l'image de marque et la Directive sur la gestion des communications. Plus particulièrement, les produits livrables ne font aucune mention des intentions de vote électoral, des préférences quant aux partis politiques, des positions des partis ou de l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de son chef.

Derek Leebosh
Vice-président, Affaires publiques
Environics Research Group
derek.leebosh@environics.ca.
416 820-1963

Fournisseur : Environics Research Group

Numéro de contrat : CW2328764

Date du contrat initial : 5 septembre 2023

Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec Finances Canada à l'adresse suivante : por-rop@fin.gc.ca